

1956 - 1966  
HONGRIE...

# VERS LA RÉVOLUTION

## DIX ANS APRÈS

Dès la mort de Staline, ses successeurs s'efforçaient d'éliminer les traits les plus odieux de son régime pour mieux asseoir le pouvoir de la bureaucratie soviétique. Mais cette opération contribua à mettre en branle des forces qui voulaient bien davantage. Ces tendances prirent une intensité particulière dans les Etats ouvriers d'Europe orientale qui subissaient l'occupation des troupes soviétiques et dont l'économie et la politique étaient dictées du Kremlin. En octobre 1956, il y a dix ans, après plusieurs mois de manifestations diverses d'ouvriers (grève de Poznan) et d'intellectuels (cercle Petoefi), les masses ouvrières de Pologne et de Hongrie descendaient dans la rue.

A Varsovie, comme dans d'autres villes polonaises, se formèrent spontanément des Conseils d'ouvriers. Le Comité central du Parti ouvrier polonais siégea sous la pression des ouvriers maîtres des usines et des rues. Malgré la venue à Varsovie de Khrouchchev et des autres dirigeants soviétiques, il remplaça l'équipe Achab et mit à la tête du parti Gomulka qui avait été une des victimes des épurations stalinienne.

A Budapest, le transfert de la direction autocratique de Rakosi-Geroe à une direction bureaucratique libérale ne se fit pas comme à Varsovie par la voie froide. La résistance de Geroe suscita un soulèvement des masses travailleuses de Budapest. Le dirigeant libéral Imre Nagy fut débordé et le gouvernement soviétique fit intervenir l'armée soviétique pour écraser les ouvriers de Budapest. Le Kremlin osa présenter ce soulèvement comme une tentative de la contre-révolution pour restaurer le capitalisme en Hongrie. S'il est vrai que les éléments contre-révolutionnaires essayèrent d'utiliser la situation à leur profit, la vérité est que le caractère essentiel du mouvement était donné par les ouvriers des grandes entreprises de Budapest qui mirent en avant un programme comportant à la fois la défense des rapports de production nouveaux et l'introduction de revendications pour assurer la démocratie ouvrière dans ce cadre. C'était un programme de révolution politique, semblable à celui que les trotskystes défendaient depuis de nombreuses années.

Dix ans après, ni en Pologne ni en Hongrie il n'a été fait mention de ces événements qui, à l'époque, secouèrent profondément tous les partis communistes. Gomulka n'a pas osé célébrer le dixième anniversaire

de son avènement au pouvoir, à moins qu'il considère comme une célébration l'exclusion du Parti ouvrier du célèbre philosophe Kolakowski qui fut une des personnalités les plus marquantes dans les événements qui précédèrent l'Octobre polonais et au cours de celui-ci. Nous soupçonnons que cette exclusion est en rapport avec quelque manifestation en mémoire de ce dixième anniversaire. En Hongrie, discrète cérémonie, le 4 novembre, où, si l'on parle de victoire sur la contre-révolution, c'est avec des explications gênées sur les jeunes qui se sont fourvoyés. Et à Moscou, on n'ose pas non plus célébrer cet « exploit » des troupes soviétiques.

### LETTRE OUVERTE AU PARTI OUVRIER POLONAIS

par Karol Modzelewski  
et Jacek Kuron

Introduction de Pierre Frank

Prix 5 F (par 10, 45 F)

Editions de la

VI<sup>e</sup> INTERNATIONALE

21, rue d'Aboukir, Paris 2<sup>e</sup>

C.C.P.

Pierre Frank 12.468-46 Paris

Pour ce dixième anniversaire, nous reproduisons la résolution présentée par le Conseil des ouvriers d'un arrondissement prolétarien de Budapest et qui est le document le plus avancé politiquement qui nous soit parvenu dans cette période. D'autre part, on verra ci-dessous comment la Pologne voit surgir, moins de dix ans après son Octobre, le programme de la révolution antibureaucratique prolétarienne.

L'expérience des ouvriers de Budapest et celle de jeunes intellectuels communistes sont une vérification de la validité du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale dont aucune répression bureaucratique ne pourra empêcher le triomphe dans les Etats ouvriers.

NOS lecteurs se souviennent qu'en juillet 1965 et en janvier 1966 eurent lieu à Varsovie deux procès que les correspondants de la presse étrangère dans cette ville ont reliés, en raison des affinités politiques entre les accusés, sans que la justice polonaise ait pu établir aucun lien organisationnel entre eux. Dans le premier procès, au banc des accusés étaient deux jeunes universitaires, Karol Modzelewski et Jacek Kuron. Modzelewski est le fils d'un ancien dirigeant communiste décédé, qui fut le premier ministre des Affaires étrangères de la République populaire de Pologne à sa création. Il fut un des leaders de la jeunesse universitaire de Varsovie en octobre 1956. Plus tard, il animait un cercle de discussion à l'Université où il exprimait ouvertement des opinions critiques à l'égard de la politique du Parti et de l'Etat. Kuron est également le fils d'un vieux cadre communiste. Le premier a été condamné à trois ans et demi de prison, le deuxième à trois ans de la même peine. Les accusés du second procès, Ludwik Haas, Romuald Smiech et Kazimierz Badowski, appartenant aux générations d'avant la guerre, condamnés chacun à trois ans de prison, étaient maîtres de conférence d'histoire et d'économie dans les universités de Varsovie et de Cracovie. Ludwik Haas était membre de l'organisation trotskyste polonaise avant la Deuxième Guerre mondiale. Lors de l'entrée des troupes soviétiques en Pologne, en 1939, il fut arrêté et vécut ensuite dix-sept années déporté dans des camps soviétiques. A son retour en Pologne, il s'affirma publiquement comme trotskyste.

Les uns et les autres s'étaient exprimés publiquement. C'est pour cette expression qu'ils ont été frappés. En novembre 1964, une perquisition fait découvrir chez Modzelewski un mémoire inachevé. Cette découverte entraîne son exclusion et celle de Kuron du Parti ouvrier polonais et des Jeunesses. Se sentant guettés par une seconde arrestation, ils écrivent alors une « lettre ouverte », important document dont nous venons de publier la traduction française. Au printemps dernier, l'organe de l'émigration bourgeoise polonaise, Kultura se plaignit que Modzelewski et Kuron, inspirés d'un « dogmatisme » marxiste, avaient refusé de leur transmettre cette « lettre ouverte ». Mais en août dernier, Kultura a publié en brochure ce document. Il est douteux que ses auteurs aient entre-

temps changé d'attitude à l'égard de Kultura, mais depuis le printemps, le texte avait circulé par les chemins de la clandestinité, ce qui fait que la copie qui nous est parvenue comporte quelques différences avec celle de Kultura. On lira ci-dessous des extraits de la préface que Pierre Frank a écrit pour cet important document.

La « lettre ouverte » de Modzelewski et Kuron a été écrite dans les débuts de l'année 1965. Aucun lecteur ne peut manquer d'être impressionné par sa valeur exceptionnelle à maints égards. Il s'agit, tout d'abord, du premier document marxiste révolutionnaire en provenance d'un Etat ouvrier depuis qu'a été anéantie l'Opposition de gauche soviétique et que Trotsky a été assassiné. Cela seul suffirait à donner à ce document un grand intérêt historique (...). Sur la base des statistiques officielles, ses auteurs dressent le tableau véridique des conditions dans lesquelles vivent les ouvriers, les paysans, les techniciens, etc. depuis la formation de la nouvelle Pologne... Les auteurs insistent avec vigueur sur le fait que la stabilisation qui a succédé assez tôt à l'Octobre polonais de 1956 s'est établie grâce aux réserves économiques accumulées dans les années précédentes, et que les effets des modifications apportées par Octobre 1956 sont actuellement épuisés et que de nouvelles réformes seront désormais de faible efficacité. Ils rejoignent, sur ce point, les conclusions auxquelles la IV<sup>e</sup> Internationale était arrivée en faisant le bilan de la « déstalinisation » au lendemain du XXIII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique.

Les auteurs de la « lettre ouverte » montrent la vigueur de leur pensée, non seulement dans l'analyse de la situation depuis la formation de la nouvelle Pologne, mais encore et surtout dans le programme qu'ils formulent... Ce programme ne comporte pas seulement des revendications d'amélioration immédiate du sort des travailleurs et des mesures pour mettre un terme à la stagnation de l'agriculture. Il comporte également toute une partie solidement argumentée qui a trait à la structure du pays, condamnant impitoyablement toute retraite dans une direction droitière, et faisant la plus large confiance à la classe ouvrière : création de conseils ouvriers, et d'un Conseil central des délégués ouvriers, élection et révocation des délé-

gués, pluralité des partis - des groupes politiques de la classe ouvrière - indépendants par rapport à l'Etat, du droit de grève, instruction des problèmes économiques, pression de la police politique de l'armée permanente de la classe ouvrière. Ce programme aussi une partie de polémique dénonçant le nationalisme bureaucratique et exprimant une revendication dans les potentialités internationalisme prolétarien sur la solidarité envers tous de la classe ouvrière dirigée par le nationalisme ou contre une bourgeoisie.

Ce programme, Modzelewski le présente comme celui d'une révolution antibureaucratique prolétarienne dans la lutte révolutionnaire pour le socialisme à l'échelle mondiale de ce programme rejoignant, et même souvent dépassant, le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale esquissé pour l'URSS dans la Révolution trahie.

... Il ne conviendrait pas de passer sous silence qu'une œuvre importante existe entre Modzelewski et Kuron et la IV<sup>e</sup> Internationale. On sait que le mouvement a caractérisé l'Union soviétique de même structure des Etats ouvriers, bureaucratiques ou déformés suivis qu'il a combattu sans merci qu'il s'agissait soit d'un d'Etat soit d'une nouvelle société d'exploitation de la bureaucratie constituait une classe « exploiteuse ». La trouve dans le document et Kuron est très spécifique exploiteuse, selon eux, n'est généralement convenu bureaucratie de l'Union so autres Etats semblables ; il férence entre la technocratie la bureaucratie politique part, et c'est seulement couche sociale - très peu lon les auteurs eux-mêmes tuerait la classe dirigeante société, où elle serait propriétaire des moyens de

## DU PIOLETT A LA

« Il y a les choses qu'on fait parce qu'il faut pourtant qu'on mange »

ARAGON (« le Roman inachevé »)

Dans le début de cet article, nous avons relevé certains procédés typiquement stalinien utilisés par M. Hincker dans son article « Lénine et Trotsky » publié par la « Nouvelle critique » d'avril 1966. Nous avons montré comment il avait complètement falsifié les positions de Trotsky sur la paysannerie et fait preuve d'une méconnaissance totale de la période de Brest-Litovsk.

Analysons maintenant l'affirmation suivante :

« Trotsky (propose) en 1920 l'abandon du communisme de guerre, au moment où il est encore nécessaire, et (critique) la N.E.P. aussitôt qu'elle est adoptée. »

Et, plus loin :

« La N.E.P. était donc indispensable. Trotsky fut critique à son égard, il accusait ses organismes techniques de sombrer dans l'académisme et le Parti d'oublier l'éducation révolutionnaire des masses. »

A première vue, on voit mal le chef de l'Armée rouge s'opposer au « communisme de guerre » au moment où il est encore nécessaire !

Le « communisme de guerre » définit le fonctionnement de l'économie soviétique entre 1919 et 1921. Tout devait être subordonné à la lutte militaire contre les Blancs. Etant donné l'extrême pénurie en denrées alimentaires et matières premières, le niveau lamentable de la production industrielle et la paralysie des transports, les bolcheviks n'avaient qu'une façon de réagir : transformer la Russie en forteresse assiégée et faire en sorte que l'Etat prolétarien contrôle toute l'économie. A une allure fébrile, l'industrie fut natio-

nalise, le commerce privé interdit, des commandos ouvriers descendirent dans la campagne pour réquisitionner du ravitaillement pour les centres urbains, cependant qu'une partie des salaires était payée en nature.

On peut affirmer que, sans l'institution du « communisme de guerre », le pouvoir des soviets n'aurait pas tenu au-delà de 1920.

Mais à la fin de 1919, le paysan ne travaillait plus que pour nourrir sa famille et préférait abattre son bétail plutôt que de le livrer aux commandos ; l'ouvrier affamé commença à regarder du côté de la campagne qu'il avait souvent quittée récemment, et un exode vers le village se produisit ; enfin le marché noir faisait des ravages.

Le problème fondamental était d'obtenir de la paysannerie qu'elle accepte de nourrir les villes. Pour que le paysan travaille davantage et mieux, deux solutions étaient possibles :

— l'autoriser à vendre sa production (après avoir payé un impôt) et donc l'intéresser à la développer au maximum ;

— ou bien renforcer la coercition sur lui en l'obligeant à travailler et en réquisitionnant ensuite le fruit de son labeur (avec toutes les conséquences politiques que cela impliquait).

Après avoir passé l'hiver 1919-1920 dans l'Oural où il dirigeait le travail économique, Trotsky revint avec la certitude qu'il fallait renoncer au « communisme de guerre » qui avait maintenant épuisé ses possibilités, et réintroduire l'intérêt individuel dans la production. Il présenta en février 1920 un document au Comité central demandant que l'on substitue à la répartition forcée du ravitaillement, un impôt sur les céréales et la

faculté des échanges commerciaux : « les ressources de l'approvisionnement peuvent bientôt s'épuiser ; c'est une menace contre laquelle ne peut agir aucun appareil de réquisition, même perfectionné » (1).

Cette résolution fut combattue par Lénine et rejetée au Comité central par 11 voix contre 4.

Un an plus tard, le 15 mars 1921, alors que la bataille faisait rage à Cronstadt - où les mutins d'origine paysanne se rebellaient contre les soviets - le X<sup>e</sup> congrès du Parti bolchevik adoptait presque sans débat la N.E.P. (Nouvelle politique économique). Elle autorisait la paysannerie et la bourgeoisie urbaine à faire des affaires en rétablissant dans une certaine mesure l'économie du marché.

Avec un an de retard, le Parti bolchevik reprenait l'idée de Trotsky. Hincker fait donc preuve d'une certaine « audace » lorsqu'il dit que Trotsky a critiqué la N.E.P. dès son adoption. C'est d'ailleurs Trotsky qui rapporta sur la N.E.P. aux III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste en 1921 et 1922.

Mais, à propos de la N.E.P., surgit un débat où Lénine et Trotsky furent en désaccord. Cela ne pouvait échapper à l'œil exercé de notre chiffonnier, mais consciencieusement il mélange les problèmes, verse du fiel et sert le tout en proférant un énorme, mais commode, mensonge :

« Toute l'année 1922 est marquée par une opposition entre Lénine et Trotsky au Bureau politique, atténuée seulement quand tous deux se retrouvent ensemble pour mettre un frein à une application excessivement libérale de la N.E.P., allant jusqu'au relâchement du monopole du commerce extérieur. Immédiatement après, Lénine perdit complètement l'usage de ses facultés ».

Nous allons montrer qu'à la fin de l'année 1922 Lé-